

**Assemblée générale**

Distr. générale
28 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 23/2011 (Chine)

Communication adressée au Gouvernement le 4 avril 2011

Concernant: Liu Xianbin

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Selon la source, Liu Xianbin, né en 1968, est un membre dirigeant du Parti chinois pour la démocratie, un parti politique non reconnu de la province du Sichuan.

4. La source rappelle que le Groupe de travail, dans son avis n° 12/2003 (Chine) concernant Liu Xianbin qui, le 6 août 1999, avait été condamné par le tribunal populaire intermédiaire de Suining à une peine de treize ans d'emprisonnement pour «incitation à la subversion contre l'État», a estimé que:

«La détention de (...) Liu Xianbin est arbitraire car elle contrevient à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie II des principes applicables à l'examen des cas soumis au Groupe de travail.»

5. Selon la source, après sa libération en novembre 2008, Liu Xianbin a continué à militer pour promouvoir la démocratie et défendre les droits de l'homme. Il a publié des articles sur les droits de l'homme et la démocratie et s'est attaché à dénoncer auprès de la population le fait que d'autres militants étaient persécutés.

6. La source ajoute que le 5 juillet 2010, Liu Xianbin a été arrêté parce qu'il était soupçonné d'«incitation à la subversion contre l'État» et qu'il a été transféré au centre de détention de la ville de Suining dans la province du Sichuan. Selon la source, la police l'a interrogé au sujet du soutien qu'il apportait aux militants en faveur de la démocratie et aux défenseurs des droits de l'homme, notamment à Liu Xiaobo, un écrivain qui a été condamné à onze ans d'emprisonnement pour «incitation à la subversion contre l'État» parce qu'il avait contribué à l'élaboration de la Charte 08 et organisé sa signature. La police a également interrogé Liu Xianbin au sujet de la publication sur Internet d'articles dans lesquels il appelait à des réformes démocratiques.

7. D'après la source, le 25 mars 2011, le tribunal populaire intermédiaire de Suining a jugé Liu Xianbin pour «incitation à la subversion contre l'État». Le Président du tribunal n'aurait pas autorisé Liu Xianbin à faire lecture de son mémoire de défense et aurait interrompu les avocats qui le représentaient. Liu Xianbin a été reconnu coupable et a été condamné à dix ans d'emprisonnement ainsi qu'à deux ans et quatre mois de déchéance de ses droits politiques. La femme de Liu Xianbin a été autorisée à assister au procès. C'était la première fois qu'elle voyait son mari depuis juin 2010.

8. Il est également indiqué que l'avocat de Liu Xianbin a pu s'entretenir une fois avec son client, en juillet 2010. En septembre et en décembre 2010, il n'a plus été autorisé à rencontrer son client au motif que l'affaire concernait des «secrets d'État».

9. La source rappelle que dans l'un de ses rapports annuels, le Groupe de travail a estimé que «l'usage qui est fait de la qualification de "secret d'État" va à l'encontre des normes des Nations Unies pertinentes en la matière qui légitiment et favorisent la collecte et la diffusion [d'] informations [relatives à des allégations concernant des victimes de

violation des droits de l'homme] (...) par les défenseurs des droits de l'homme dans le cadre des procédures spéciales ou conventionnelles» (rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire à la Commission des droits de l'homme, E/CN.4/2001/14, p. 31). Le Groupe de travail a rappelé les dispositions de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus et a recommandé au Gouvernement «de prendre les mesures nécessaires, législatives ou autres, pour que les législations sur la sécurité nationale ne soient en aucun cas étendues aux informations relatives à la défense et à la protection tant de l'environnement que des droits de l'homme» (Ibid., p. 32).

10. La source affirme que la privation de liberté de Liu Xianbin est une conséquence directe de l'exercice du droit à la liberté d'expression garanti notamment par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail a considéré dans son avis n° 12/2003 que la précédente détention de Liu Xianbin, qui reposait sur les mêmes charges et qui avait été ordonnée par le même tribunal (le tribunal populaire intermédiaire de Suining) était arbitraire; les circonstances de la détention actuelle, qui a débuté en juin 2010, ne semblent pas notablement différentes.

11. Selon la source, les activités reprochées à Liu Xianbin sont protégées par l'article 35 de la Constitution qui garantit expressément la liberté de parole et la liberté de la presse aux citoyens de la République populaire de Chine. En outre, l'article 41 de la Constitution dispose que les citoyens «ont le droit de formuler des critiques et des propositions concernant tout organe de l'État ou tout fonctionnaire».

12. La source affirme également que la privation de liberté de Liu Xianbin constitue une inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable. En particulier, l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme prévoit que «Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.».

13. La source cite également l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui dispose que «Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées», ainsi que le paragraphe 1 du principe 18 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, qui prévoit que «Toute personne détenue ou emprisonnée doit être autorisée à communiquer avec son avocat et à le consulter.».

14. D'après la source, l'accès de Liu Xianbin à un avocat a été entravé. Il n'a été autorisé à s'entretenir avec son avocat qu'une seule fois; par la suite, l'accès à son avocat lui a été refusé au motif que les faits qui lui étaient reprochés concernaient des «secrets d'État».

15. En outre, au procès le Président du tribunal n'a pas autorisé Liu Xianbin à donner lecture de son mémoire de défense devant le tribunal et a interrompu les avocats chargés d'assurer sa défense.

16. La source rappelle que, conformément au principe 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, «Toute personne détenue ou emprisonnée a le droit de recevoir des visites, en particulier de membres de sa famille, et de correspondre, en particulier avec eux, et elle doit disposer de possibilités adéquates de communiquer avec le monde extérieur.».

En outre, le principe 15 précise que «la communication de la personne détenue ou

emprisonnée avec le monde extérieur, en particulier avec sa famille ou son conseil, ne peut être refusée pendant plus de quelques jours». Selon les informations reçues, bien que Liu Xianbin ait été arrêté le 28 juin 2010, ce n'est qu'à son procès, le 25 mars 2011, qu'il a pu voir sa femme pour la première fois.

17. En conclusion, la source affirme que la détention de Liu Xianbin est arbitraire car elle est une conséquence directe de l'exercice du droit à la liberté d'expression garanti notamment à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La source affirme également que la détention de Liu Xianbin est arbitraire car il y a inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable.

Réponse du Gouvernement

18. Dans sa réponse, le Gouvernement indique qu'en août 1999, Liu Xianbin a été condamné à treize ans d'emprisonnement et trois ans de déchéance de ses droits politiques pour subversion contre l'État. En novembre 2008, Liu Xianbin a été libéré après avoir exécuté sa peine principale.

19. Le Gouvernement indique en outre que, selon le tribunal populaire intermédiaire de Suining au Sichuan, entre avril 2009 et février 2010 Liu Xianbin a publié sur Internet plusieurs articles incitant à la subversion contre l'État et au renversement du système socialiste. Ses actes, d'après le Gouvernement, sont constitutifs de l'infraction d'incitation à la subversion contre l'État.

20. Le Gouvernement affirme qu'au cours de la période pendant laquelle, conformément à la peine prononcée, Liu Xianbin était déchu de ses droits politiques, il a de nouveau commis l'infraction d'incitation à la subversion contre l'État. Compte tenu de la gravité de l'infraction et du fait qu'elle avait été commise en récidive, Liu Xianbin aurait dû être puni sévèrement conformément à la loi. Le 25 mars 2011, le tribunal a tenu une audience et a rendu son jugement. Liu Xianbin a été condamné à une peine de dix ans d'emprisonnement assortie de deux années de déchéance de ses droits politiques pour incitation à la subversion contre l'État. Étant donné que quatre mois et huit jours de la peine précédente de déchéance des droits politiques n'avaient pas exécutés, la peine à exécuter consiste en dix années d'emprisonnement et deux années et quatre mois de déchéance des droits politiques.

21. Le Gouvernement affirme que le tribunal populaire intermédiaire de Suining dans le Sichuan qui a examiné l'affaire a strictement respecté le Code pénal et le Code de procédure pénale. Liu Xianbin a désigné son avocat. Pendant le procès, Liu Xianbin a pu exercer les droits de la défense. Son avocat a pu exposer ses arguments jusqu'au bout. Les droits procéduraux de Liu Xianbin ont été pleinement respectés.

Délibération

22. Dans sa réponse, le Gouvernement ne conteste pas que la privation de liberté de Liu Xianbin est liée à la publication sur Internet d'articles «incitant à la subversion contre l'État et au renversement du système socialiste».

23. Le Gouvernement affirme, sans donner davantage de détails sur les charges retenues contre Liu Xianbin, que dans ces articles l'intéressé «incitait à la subversion contre l'État et au renversement du système socialiste». Le Gouvernement ne conteste pas que Liu Xianbin a été condamné pour la publication sur Internet d'articles appelant à des réformes démocratiques.

24. Le Groupe de travail est d'avis que Liu Xianbin a été privé de liberté pour avoir pacifiquement exercé le droit à la liberté d'opinion et d'expression garanti à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Gouvernement n'a pas démontré «de manière spécifique et individualisée» la nature précise de la menace que fait peser Liu

Xianbin ainsi que la nécessité et la proportionnalité de la peine d'emprisonnement qui a été prononcée (voir l'Observation générale n° 34 (2011) du Comité des droits de l'homme concernant la liberté d'opinion et la liberté d'expression, par. 35).

25. Comme le Groupe de travail l'a indiqué dans sa délibération n° 8 sur la privation de liberté liée à l'utilisation de l'Internet ou résultant de cette utilisation (E/CN.4/2006/7), toute référence vague et générale aux intérêts de sécurité nationale ou d'ordre public non assortie d'explications ou de faits adéquats est insuffisante pour convaincre le Groupe de travail que les restrictions de la liberté d'expression par le biais d'une mesure de privation de liberté sont nécessaires lorsqu'Internet est utilisé.

26. Dans son avis n° 12/2003 concernant la condamnation de Liu Xianbin pour des faits similaires, le Groupe de travail a conclu que l'intéressé avait été privé de liberté pour avoir exercé pacifiquement le droit à la liberté d'opinion et d'expression garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (avis n° 12/2003).

27. Comme le Groupe de travail l'a indiqué dans un autre avis concernant la Chine bien que la législation nationale réprime le comportement en question en droit international il est protégé par le droit à la liberté d'opinion et d'expression (avis n° 32/2007).

28. Le Groupe de travail rappelle que, conformément à son mandat, il est tenu de veiller à ce que le droit national soit compatible avec les dispositions internationales pertinentes consacrées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Par conséquent, même si la privation de liberté est conforme à la législation nationale, le Groupe de travail doit s'assurer qu'elle est également compatible avec les dispositions pertinentes du droit international.

29. La privation de liberté de Liu Xianbin relève donc de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

30. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Liu Xianbin est arbitraire en ce qu'elle est contraire à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

31. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de Liu Xianbin de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

32. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer Liu Xianbin et à rendre effectif le droit à réparation.

33. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement à envisager la possibilité d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adoptée le 29 août 2011]